

Brésil :

Modernisation Inachevée

et Pactes Politiques

Luiz Carlos Bresser-Pereira *

Problèmes d'Amérique Latine n.13, avril-juin
1994: 31-55.

Au Brésil, le processus de modernisation est inachevée, et non pas seulement avorté ou freiné comme le pensent nombre d'analystes qui soulignent le taux d'inflation, extrêmement élevé, prévalant encore actuellement. Depuis le début de la crise, en 1979, la balance des paiements s'est équilibrée, d'énormes excédents commerciaux sont enregistrés chaque année, le commerce a été libéralisé, la privatisation progresse, la société a pris davantage conscience de la crise budgétaire et de la nécessité d'effectuer des ajustements; et, de leur côté, les entreprises ont modernisé leurs usines et sont en mesure d'affronter la concurrence internationale, même si elles ne connaissent pas d'expansion en raison de l'inflation et du niveau extrêmement élevé de taux d'intérêt.

La crise économique que connaît le pays depuis 1979 et la crise politique qui apparaît huit ans plus tard, après l'échec du plan Cruzado, sont toutes deux des crises de modernisation. A partir de 1930, le Brésil adopte une stratégie de développement menée par l'État, qui se révèle constituer, pendant quelques décennies, une voie apte à mener à la modernité, mais qui, depuis les années 1960, commence à poser un nombre croissant

* L'auteur appartient à la Fundação Getulio Vargas ainsi qu'à l'Institut Sud-Nord de São Paulo. Ce texte a été présenté lors d'une intervention à la conférence "O Brasil na década perdida: o que aprendemos?" qui s'est tenue à l'Université de São Paulo, le 11 mai 1993.

de problèmes. Le régime militaire arrive au pouvoir en 1964 et maintient la même politique de substitution aux importations que par le passé. La différence, c'est que, dans les années 1970, les substitutions aux importations sont financées, non par des ressources internes, mais par l'épargne étrangère. Le résultat est connu après quelques années, l'État fait banqueroute, se trouve paralysé et, vers 1979, le processus de modernisation s'effondre. Suivent la stagnation économique et une détérioration des conditions sociales.

Depuis, le Brésil s'efforce de surmonter cette crise. La plupart des observateurs, cependant, s'accordent pour dire que ce problème ne sera résolu que si les élites politiques parviennent à définir un nouveau pacte politique, centré sur le développement qui leur conférerait la légitimité politique nécessaire et leur garantirait la possibilité de gouverner le pays. C'est ce dont traite cet article, en commençant par une question rarement posée : pourquoi les analystes latino-américains et plus particulièrement brésiliens insistent-ils tant sur la nécessité d'un projet de développement accompagné d'un pacte politique pour le soutenir, alors que ce problème est rarement évoqué dans les pays développés ?

En fait, la réponse à cette question réside dans le fait que la société brésilienne est caractérisée par une très forte hétérogénéité. Tandis que, dans la plupart des sociétés homogènes comme les sociétés développées, un contrat social dans l'esprit de Hobbes suffit, dans les sociétés duales et sous-développées, un pacte politique centré sur le développement est également nécessaire. Seule une certaine coopération parmi les classes sociales et les secteurs de l'économie ainsi qu'une certaine coalition de classes accompagnées d'un projet de développement permettent de gouverner un pays. Un pacte politique rend possible la stabilisation des prix, l'application des réformes de l'État en faveur du marché, le retour de la croissance économique et la consolidation de la démocratie.

L'histoire du Brésil, depuis le début de la crise, est faite de quelques réussites et d'échecs. Le régime bureaucratique-capitaliste qui engendre la crise actuelle ne réussit pas à la résoudre. Il en est de même pour le gouvernement populiste-démocratique qui prend le pouvoir en 1985 dans le cadre de la transition vers la démocratie. L'administration Sarney s'achève par une crise politique et une situation d'hyperinflation. L'administration Collor, qui commence en mars 1990, semble au départ constituer un changement radical vers la modernisation. Non seulement le discours change, mais également les politiques. L'ajustement au cours des deux premières années est très strict. Pourtant, en 1992, le déficit budgétaire refait son apparition. La principale raison n'en est pas les dépenses populistes, mais l'énorme augmentation du taux d'intérêt payé par l'État, qui atteint plus de 30% par an en termes réels, tandis que l'économie est plongée dans la récession.

Les années Collor qui se terminent, fin 1992, par la mise à l'écart du chef de l'État, accusé de corruption, sont des années d'ajustement budgétaire, mais également des années marquées par une politique économique inefficace, des taux d'intérêt excessifs et une récession grave, comme un miroir le montre le tableau I. L'inertie de "l'hyperinflation indexée" n'étant pas assez prise en compte par les responsables politiques, la stabilisation n'est pas réalisée. C'est cependant avec Collor que sont engagées les réformes économiques visant à libéraliser les marchés.

Déficit budgétaire

	En % du PIB		
	PIB	Croissance	Inflation
1989	6,9	3,3	1.635,8
1990	1,2	-4,4	1.639,1
1991	-1,5	0,9	458,6
1992	2,3*	-0,9*	1.129,5
1993**	2,5	4,0	1.500,0

* Données provisoires.

** Estimations

Sources: Déficit budgétaire, besoins de financement du secteur public en termes réels: Banque centrale. Croissance du PIB: Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). Inflation, indice des prix à la consommation: Fundação Instituto de Pesquisas Econômicas (FIPE).

Ces réformes sont poursuivies sous la nouvelle administration. Lorsque le vice-président Itamar Franco remplace Collor en septembre 1992, beaucoup pensent que, étant donné le passé politique du nouveau chef de l'État, celui-ci va adopter une politique populiste. Au contraire, le nouveau président maintient une politique d'ajustement budgétaire, de libéralisation du commerce et de privatisation. Dans un contexte de crise budgétaire grave, lorsque les caisses de l'État sont vides et qu'il ne dispose plus de crédit, le populisme économique n'a pas sa place. Cependant, en raison de taux d'inflation élevé (34% en août 1993), l'idée alors généralement admise dans le monde développé que le Brésil est le seul grand pays d'Amérique latine à résister aux réformes. Cette idée est fautive. Elle est le résultat d'un certain aveuglement provoqué par le niveau élevé de l'inflation. Le Brésil se modernise pourtant, de façon incomplète, malgré une crise structurelle qui mine le système politique et rend le pays difficilement gouvernable.

Ce texte ne prend pas en compte le problème le plus urgent de la société brésilienne: l'échec des efforts de stabilisation.¹ Au contraire, il traite d'une question plus générale: la relative incapacité à se moderniser. Quelle est l'origine de la crise politique? Pourquoi le pays est-il si difficilement gouvernable? Pourquoi n'a-t-il pu que partiellement mettre en œuvre des mesures d'ajustement budgétaire et adopter des réformes structurelles et sociales? Le problème est-il principalement dû à des institutions politiques instables ou à l'absence d'un accord politique? Pourquoi un pacte politique est-il si important pour le Brésil et pour la plupart des autres pays d'Amérique latine, alors qu'il ne l'est pas dans les pays développés? Ceci est-il lié à la notion de "citoyenneté contredite" qui caractérise les sociétés radicalement hétérogènes comme celle du Brésil?

Le concept de modernité

La modernité est un terme très ouvert et très imprécis. Modernité signifie souvent capitalisme. Mais pas tous les types de capitalisme. La modernité s'identifie au type de capitalisme prévalent dans les pays capitalistes développés qui, malgré tous leurs problèmes, représentent un modèle pour les pays en développement et les anciens pays à économie planifiée. Une société est moderne lorsque, dans le domaine économique, elle

1 Cf. Bresser-Pereira (1993b)

alloue les ressources d'une manière relativement efficace par l'intermédiaire du marché et qu'elle est technologiquement dynamique; lorsque, dans le domaine social, les inégalités économiques ne sont pas excessives et que la tendance à long terme est à l'amélioration; et lorsque, dans le domaine politique, sa démocratie est solide. Une société moderne n'est pas seulement une société qui n'est pas traditionnelle, qui n'est pas particulariste, qui n'est pas régie par les privilèges, qui n'est pas dominée par une oligarchie d'aristocrates, de barons de l'industrie et de la finance ou de bureaucrates. Comme Alain Touraine (1992, pp. 239 et 374) le fait remarquer, la modernité doit aussi être définie en termes positifs. Une société moderne est une société démocratique dont les acteurs peuvent vivre en liberté, assimiler pleinement leurs droits individuels et collectifs, reconnaître la pluralité des intérêts et des idées et assumer leurs responsabilités politiques en tant que citoyens.

La modernité comporte une part d'idéologie qui ne doit cependant pas être confondue avec la distinction entre la gauche et la droite qui fait partie du concept de modernité. Être moderne, c'est n'être pas conservateur et encore moins néolibéral ou néo-conservateur. La distinction entre être conservateur, c'est-à-dire placer l'ordre au-dessus de la justice, et être progressiste, ce qui signifie accepter de risquer le désordre au nom de la justice, demeure aussi importante que jamais. Cependant, en ces temps de changements, la différence devient cruciale entre archaïque (ou populiste, ou dirigiste ou corporatiste) et moderne. Il y a une gauche archaïque et une gauche moderne, de même qu'il existe une droite archaïque et une droite moderne. Hélio Jaguaribe estime très justement que "la distance entre la gauche moderne et la droite moderne est beaucoup moins grande qu'entre celles-ci et leur forme archaïque" (1990, p. 4).

La modernité suppose la démocratie, la primauté de l'efficace et une réelle préoccupation pour la justice sociale. Les conservateurs modérés et modernes, qui aiment se faire appeler libéraux démocrates, acceptent une intervention considérable de l'État dans les affaires sociales et une intervention publique limitée dans le domaine économique. D'un autre côté, les sociaux-démocrates modernes, que l'on peut associer à la gauche moderne², peuvent être libéraux (dans le sens européen du terme), car ils privilégient l'allocation des ressources par le marché, estiment que les droits individuels et les droits de l'homme sont compatibles avec les droits sociaux et considèrent qu'une nette séparation entre la société civile et l'État est indispensable à la démocratie. Cependant, à la différence des conservateurs, ils sont plus attachés à l'égalitarisme, et leur utopie personnelle est en quelque sorte un socialisme démocratique d'autogestion et de marché. Le capitalisme, malgré tous ses défauts, est peut-être le moyen le plus efficace de parvenir un jour à cette utopie. Mais il ne doit pas être confondu avec elle.

Cette gauche moderne évolue de bien des façons. Dans les pays développés, au cours des années 1960, on parle d'une "nouvelle gauche". Dans les années 1970, aux États-Unis, au sein du Parti démocrate, naît un nouveau courant de politiciens progressistes que certains identifient aux "enfants de Kennedy" et que William Schneider (1990) qualifie à tort de "néolibéraux". Ces jeunes politiciens donnant plus d'importance au marché qu'à l'efficacité sont souvent considérés à tort comme des conservateurs. Ces nouveaux politiciens progressistes veulent mêler "la tradition libérale (progressiste) aux valeurs de

2 Nombre de personnes qui se font appeler sociaux-démocrates et sont membres de partis sociaux-démocrates sont, en fait, des libéraux démocrates, c'est à dire des conservateurs modérés.

pragmatisme, d'efficacité et de bonne gestion, afin de faire aboutir les choses" (Schneider, 1990, p. 5).³ La victoire de Bill Clinton lors de l'élection à la présidence des États-Unis de 1992 est un effet de ce concept de modernité.

Ce concept a quelques liens avec l'optique néolibérale, mais s'en différencie nettement. En fait, bien qu'il n'y ait pas aux États-Unis de parti social-démocrate, la modernité de Clinton est une modernité sociale-démocrate. Ou une modernité social libérale, dans l'esprit de Rosselli et Bobbio.⁴ Clinton et ses collaborateurs sont tout autant attachés à l'économie de marché qu'à l'aide sociale. Ils savent qu'une réelle démocratie exige non seulement l'affirmation des droits politiques mais aussi celle des droits sociaux.

Le pacte populiste démocratique de 1977

Si la modernisation est le processus de transition de valeurs et pratiques archaïques vers des valeurs et pratiques modernes, c'est bien ce processus qui demeure inachevé et est menacé aujourd'hui au Brésil. Depuis les années 1960, la droite archaïque s'identifie avec une politique de développement autoritaire bureaucratique et militaire, tandis que la gauche archaïque représente le populisme économique. Au Brésil, depuis les années 1980, une transition des formes conservatrices et de gauche, s'opère de l'archaïsme (de l'autoritarisme, de l'étatisme et du populisme) vers la modernité de façon spectaculaire et contradictoire, alliant, d'une part, un réel processus de démocratisation, des améliorations sensibles dans l'organisation des travailleurs, une libéralisation ambitieuse du commerce, une privatisation efficace, un progrès technologique considérable et une augmentation généralisée de la productivité et, d'autre part, des programmes de stabilisation orthodoxes et hétérodoxes inadaptés. une inaptitude à résoudre la crise budgétaire, la résurgence du populisme, des taux d'inflation élevés, une réduction du taux d'investissement, la stagnation du revenu par habitant et la déception générale.

3 Aux États-Unis, le terme gauche ne s'applique qu'à la gauche marxiste ou néo-marxiste. La gauche modérée ou progressiste se voit appliquer le terme "libéral". Ce texte utilise les termes "progressiste" ou "social-démocrate" afin d'éviter toute confusion avec la signification européenne de libéral et de libéralisme. Le "libéral" au sens américain est un démocrate réformateur dans le domaine social qui s'oppose aux conservateurs (les "libéraux" au sens européen et latino-américain). Galbraith est le grand "libéral" des États-Unis. Le président Franklin Roosevelt est le prototype du politicien "libéral" américain. Afin d'éviter tout malentendu, les Anglais, qui se trouvent entre les États-Unis et l'Europe, se sont mis, très pertinemment, à employer le terme "néolibéral" pour définir les libéraux radicaux actuels au sens européen. Ils peuvent aussi être appelés néo-conservateurs. Schneider s'y perd et appelle "néolibéraux" les "nouveaux libéraux", c'est-à-dire les nouveaux politiciens progressistes, apparus au sein du parti démocrate à partir des années 1970, qui s'attachent à une coordination de l'économie par le marché, par opposition aux "anciens libéraux" dans la tradition de Galbraith et Roosevelt.

4 Suivant l'idée de Carlo Rosselli (1924), Norberto Bobbio (1984, pp. 100-124, 1990, pp. 148-150) et Michelangelo Bovero (1993, pp. 144-155) ont écrit sur cette tentative de synthèse, ou de "compromis", terme préféré par Bobbio, entre socialisme démocratique et libéralisme.

La transition démocratique est le passage d'un régime conservateur et autoritaire à une coalition non moins archaïque et populiste d'hommes d'affaires, de bureaucrates et de travailleurs des classes moyennes qui, de 1977 à 1987, constituent ce qui peut être appelé "le pacte populiste démocratique de 1977". Comme il faut s'y attendre cette coalition qui arrive au pouvoir avec le président Sarney en 1985 n'est pas en mesure de reprendre le processus de modernisation et de développement.

Au sujet de la crise et de la modernisation de la société brésilienne, João Paulo dos Reis Velloso (1990, p. 24) écrit que la première idée fondamentale est "le choix d'une démocratie qui serait soutenue par une nouvelle coalition politique et sociale, ayant une base plus large que la précédente. Que le gouvernement son de centre, de centre-gauche ou de gauche, il devra inclure quelques forces populaires dans la coalition qui le soutient, étant donné les exigences sociales accumulées qui doivent être satisfaites. C'est de cette manière uniquement que l'on peut avoir de larges majorités politiques capables de soutenir des gouvernements stables". En disant cela, Velloso exprime la conviction très largement répandue que la modernisation au Brésil n'est pas possible aujourd'hui sans une intégration des masses dans un pacte politique plus large.

Depuis l'échec du plan Cruzado, le Brésil connaît un vide politique. Les pays industrialisés n'ont pas besoin d'une coalition politique claire pour être gouvernés. Leur société est suffisamment homogène pour qu'un contrat social large, tel que défini par Hobbes et les philosophes du XVIII^e siècle, suffise. Un Contrat social qui définisse les limites de la société civile et de l'État. Dans la plupart des pays en développement et très certainement dans les pays latino-américains, en revanche, un simple contrat social de base serait un arrangement politique trop fragile. Étant donné l'hétérogénéité de leur société, une coalition de classes capable de formuler un projet national est nécessaire pour garantir la stabilité politique et donner un repère à la société. Au Brésil, une telle coalition n'a pas existé depuis 1987.

On peut analyser l'histoire politique du Brésil en définissant ses coalitions de classes ou pactes politiques successifs. Jusqu'en 1930, domine un pacte politique oligarchique fondé sur un modèle d'exportation de produits de base. De 1930 à 1964, il y a le pacte "national-développementiste" ou populiste. Dans cette coalition de classes, la bourgeoisie industrielle, la classe moyenne bureaucratique, les ouvriers et des secteurs de l'ancienne oligarchie s'unissent autour d'un projet d'industrialisation fondé sur la substitution de la production locale aux importations. Le régime autoritaire de 1964 est issu du pacte bureaucratique capitaliste ou bureaucratique autoritaire qui réunit l'ensemble de la bourgeoisie, les militaires et la bureaucratie civile, excluant la plupart des travailleurs et les composantes démocrates de la classe moyenne.

Avec la crise de la coalition autoritaire dans le milieu des années 1970⁵, une nouvelle coalition politique commence à se former: "le pacte populiste-démocratique de 1977". Cette coalition de classes se forme lorsque la bourgeoisie cesse de craindre la menace communiste, se rend compte que les militaires ne sont pas plus aptes à gérer l'économie que les civils, et décide, dans le cadre d'un processus long et incertain, de rompre les liens avec le régime militaire et de s'allier avec la classe moyenne et les ouvriers. C'est

5 Sur les pactes politiques au Brésil, cf. Bresser-Pereira, *Development and Crisis in Brazil. 1939-83, O colapso de uma aliança de classes et Pactos políticos.*

en 1977 que cette coalition fait son apparition, après “les mesures d’avril”⁶. Elle se désagrège début 1987, busque l’échec du plan Cruzado prouve que la coalition de classes au pouvoir n’a pas de réelle proposition pour moderniser le Brésil. Elle a réussi dans ce qui était son propre objectif principal: le rétablissement de la démocratie, mais n’est pas parvenue à stabiliser l’économie, à relancer le développement et à engendrer un système de répartition du revenu plus équitable.

Elle échoue parce que la crise laissée par le régime autoritaire est profonde une crise budgétaire de l’État et une crise des moyens d’intervention de l’État, mais également parce que cette coalition politique démocratique est aussi une coalition populiste. Ses dirigeants pensent que des substitutions aux importations, l’élargissement du déficit, un système étendu de subventions publiques et des politiques des salaires naïves peuvent parvenir efficacement à stimuler la croissance et à répartir le revenu. La “nouvelle république”, établie au Brésil en 1985 par le pacte populiste-démocratique, a de grandes espérances et aspirations lorsqu’elle arrive au pouvoir. Elle refuse la récession et ne veut pas admettre que des hausses de salaires peuvent provoquer l’inflation, que le déficit public est un problème grave, que l’État a pris trop d’ampleur, que les stratégies de développement étatistes et protectionnistes sont obsolètes et que l’État se trouve plongé dans une crise budgétaire profonde.

Après l’échec du plan Cruzado, dans lequel la société a placé tous ses espoirs, le Brésil est confronté à un vide politique. La grande coalition de classes qui a caractérisé le pacte populiste démocratique de 1977 et qui a réuni les milieux d’affaires, les syndicats et les intellectuels a cessé d’exister et rien n’est venu la remplacer. La modernisation qui s’est révélée impossible sous cette coalition populiste n’a plus depuis 1987 de nouvelle coalition politique pour la soutenir. Cependant, le vide politique qui suit l’effondrement de la coalition populiste-démocratique de 1977, prépare la voie à l’élection à la présidence d’un nouveau venu, Fernando Collor de Mello, à la fin de 1989, et à l’introduction par ce dernier des mesures de libéralisation des marchés, notamment du commerce, qui tardent à être mises en place.

La modernisation de Collor

Le président Collor est élu dans ce cadre de ce vide politique. Son élection se fait sans le soutien d’aucun pouvoir politique important, mais exclusivement grâce à un rapport direct avec les masses. Ceci est considéré par beaucoup comme un phénomène “normal” au Brésil. Il n’y en a rien. L’élection d’un président sans racines politiques n’est possible que parce que l’effondrement du pacte populiste-démocratique a laissé un vide politique. L’élection de Collor n’est pas le produit d’une coalition de classes, ni la victoire d’un quelconque parti politique ou de quelque tendance politique. C’est tout simplement le

⁶ En avril 1977, le président Geisel ferme temporairement le Congrès et adopte un ensemble de mesures autoritaires (le *pacote de abril*). Par cette attitude exagérée, il proteste contre le fait que le Congrès n’a pas approuvé la législation réformant le système judiciaire. L’autoritarisme et la gratuité de cet acte provoquent l’indignation nationale et déclenchent la transition vers la démocratie. Désormais, l’alliance politique entre la bourgeoisie et la bureaucratie civile et militaire est rompue. La transition vers la démocratie n’est plus qu’une question de temps. Pour l’analyse de ce changement, cf. Bresser-Pereira, *O Colapso de uma Aliança de Classes* (1978).

résultat de la capacité de ce candidat à jouer d'une attitude empreinte de morale et d'indignation, alors que les partis politiques et les classes sociales sont désorganisés.

Une fois en fonction, le président décide de gagner ce soutien politique, en menant au besoin une attaque frontale et spectaculaire contre l'inflation. Par ailleurs, il adopte un programme ambitieux de réformes économiques, à commencer par la libéralisation du commerce et la privatisation.

Dans l'esprit de la plupart des intellectuels de gauche, ces réformes situent l'administration Collor dans la droite néolibérale. Cette idée est erronée. Le néolibéralisme est l'idéologie de la nouvelle droite. C'est une vision néo-conservatrice de la société, radicalement opposée à l'intervention de l'État dans l'économie. Le néolibéralisme est l'ancien libéralisme économique mis à jour par les théories néoclassiques de l'école autrichienne (Hayek), par la macroéconomie monétariste et la nouvelle macroéconomie néoclassique (respectivement Friedman et Lucas) et par la critique de l'État menée par l'école des choix rationnels (Buchana et Olson). Le néolibéralisme est ce que Margaret Thatcher a tenté en vain de mettre en application dans le Royaume-Uni pendant onze ans. Le néolibéralisme est ce que l'administration Reagan a plus prêché que mis en pratique. Le néolibéralisme est une vision utopique de la société, où l'État serait réduit à son minimum, privé de tout rôle économique ou social. Et l'expérience américaine du néolibéralisme accompagné d'un mélange étrange de politiques populistes et conservatrices a conduit l'économie à une crise budgétaire et a fortement aggravé les problèmes sociaux.⁷

Le néolibéralisme a un point de vue très pessimiste et individualiste sur les possibilités de coopération et d'action collective. Son objectif est de réduire l'État à son minimum. Non seulement les politiques industrielles et technologiques n'ont pas lieu d'être pour les néolibéraux, mais les politiques macroéconomiques de court terme sont également à leurs yeux fallacieuses. Le marché s'ajuste parfaitement de lui-même et ne répond qu'aux prix et aux anticipations des agents économiques. De plus, le véritable néolibéral condamne la politique sociale elle-même, car elle détourne du travail et inhibe l'initiative individuelle. Comme Hirschman (1991) le souligne, cette nouvelle droite est fondée sur "le principe de l'effet pervers", déjà présent dans la philosophie sociale conservatrice d'Edmund Burke: tenter d'améliorer la répartition du revenu et de parvenir à une plus grande égalité sociale serait néfaste au point que les effets obtenus seraient contraires aux objectifs poursuivis. Pour les néolibéraux, le fait que l'histoire des démocraties sociales d'Europe démente cette affirmation n'a aucune importance. Le principe de l'effet pervers est un argument idéologique puissant contre une action plus efficace de l'État dans les domaines social et économique.

D'après cette conception du néolibéralisme, Collor n'est de toute évidence pas un néolibéral, pas plus que la plupart des chefs d'État latino-américains qui adoptent des

⁷ Au sujet de la nouvelle droite néolibérale, cf. Nick Bosanquet (1983), Ruth Levitas, ed, (1986), Dunleavy et O'Leary (1987) et Norman Barry (1987).

réformes destinées à développer le marché depuis la fin des années 1980.⁸ La politique industrielle et technologique que son administration tente de mettre en œuvre n'est pas néolibérale par définition. S'efforcer d'accorder un rôle au marché dans la coordination de l'économie n'est pas du néolibéralisme. Lorsque l'État prend trop d'ampleur, qu'il se dénature, perd son crédit auprès de la population et fait faillite, ce n'est que pur bon sens. Si l'État est confronté à une crise budgétaire urgente, la discipline budgétaire et la privatisation des entreprises publiques en sont les suites logiques. Par la privatisation, l'État obtient une partie des ressources dont il a besoin pour réduire sa dette.

En revanche, la libéralisation du commerce aurait dû être engagée depuis longtemps, lorsque la stratégie de substitution aux importations est devenue obsolète, au début des années 1960. Collor est appelé néolibéral en vertu d'une définition beaucoup trop large du terme, que la gauche latino-américaine s'obstine à utiliser.

Au Brésil, de nombreuses formes de l'idéologie libérale sont présentes dans les milieux d'affaires, mais le néolibéralisme en tant que tel est une idéologie qui n'est réellement adoptée par aucun secteur significatif de la société. Être conservateur au Brésil ne signifie pas, sauf dans un but rhétorique, être contre l'intervention de l'État. La coalition capitaliste-bureaucratique qui dirige le pays entre 1964 et 1984 est autoritaire, conservatrice et favorable à l'intervention de l'État. À la fin des années 1980, la rhétorique néolibérale gagne du terrain dans le discours des politiciens brésiliens conservateurs sans que cela se concrétise dans la pratique. Même parmi les intellectuels, il est difficile de trouver de réels partisans de ce point de vue.

Collor est élu sous la bannière de la modernité qu'il définit à juste titre comme la supériorité du marché sur l'État pour l'allocation des ressources et l'engagement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales. Dans la relation directe et personnelle que Collor a avec chaque électeur, il se trouve une évidente part de populisme. Mais ceci ne conduit pas le chef de l'État à adopter des pratiques populistes lorsqu'il est au pouvoir. Il échoue dans sa politique de stabilisation. Mais ce n'est pas pour avoir adopté des pratiques populistes par peur de devenir impopulaire. Il ne dément jamais son soutien aux politiques proposées par ses deux équipes d'économistes.⁹ Ce n'est pas non plus faute d'ajustement budgétaire. Sa politique échoue, plutôt en raison d'une mauvaise appréciation de l'inertie de l'inflation brésilienne.¹⁰ Sa mise à l'écart du pouvoir, en 1992, n'est pas le résultat d'une résistance aux politiques économiques adoptées, ni de son incapacité à stabiliser l'économie. Elle est plutôt la conséquence d'accusations avérées de corruption qui ont mis à jour une personnalité instable: il se montre parfois totalement incapable de faire la différence entre la sphère publique et ses intérêts privés et, d'autres fois, il fait preuve d'une vision courageuse et éclairée quant à la façon de moderniser le Brésil.

⁸ C'est le cas d'Andrés Pérez au Venezuela, de M. de La Madrid et de C. Salinas au Mexique, d'A. Fujimori au Pérou, de C. Menem Argentine.

⁹ La première équipe d'économistes est dirigée par Zélia Cardoso de Mello entre mars 1990 et avril 1991, et la seconde par Marcilio Marques Moreira entre mai 1991 et septembre 1992.

¹⁰ Cf. Bresser-Pereira et Nakano (1990).

Le vide politique

L'administration Collor prend officiellement fin en septembre 1992, lorsque Fernando Collor de Mello est remplacé par Itamar Franco. Cependant, Collor subit un sérieux revers dès 1990, avec l'échec du plan Collor I (mars-mai) et du plan Eris (mai-décembre). Le plan Collor 11 (janvier 1991) constitue une bétise, Quant au plan Marcílio (mai 1991-septembre 1992), bien que soutenu par le FMI, c'est une programme de non stabilisation qui, outre qu'il reflète un point de vue monétariste conventionnel sur l'inflation au Brésil, révèle une profonde anomalie dans la société brésilienne. En effet, les élites du pays sont incapables de formuler un projet national et d'adopter une position conciliante au sujet de l'inflation. L'administration Itamar Franco est confrontée au même problème. Le nouveau président ne semble pas avoir les qualités requises aujourd'hui au Brésil pour stabiliser l'économie et combler le vide politique avec un nouveau projet de développement.

Cependant, sans une nouvelle coalition politique plus large, qui comprenne une partie des masses, les élites, manquant de légitimité, ne possèdent pas un pouvoir politique suffisant pour promouvoir l'ajustement budgétaire, stabiliser les prix et définir une nouvelle stratégie de développement. L'échec de la stabilisation peut certainement s'expliquer par l'inefficacité des programmes de stabilisation. Il peut aussi être attribué au fait que certains secteurs de la société ne sont pas encore entièrement conscients de la gravité de la crise, ou pensent que le coût de l'ajustement budgétaire peut encore être évité, reporté ou payé par d'autres. Ceci est vrai, mais le devient de moins en moins. Aujourd'hui, seules quelques composantes de la société profitent de l'inflation et l'on est beaucoup plus conscient de la crise que, par exemple, en 1987.

La cause principale de la perplexité et du désarroi des élites brésiennes doit être recherchée dans le vide politique, dans le fait qu'aucun pacte politique démocratique n'est venu remplacer la coalition populiste-démocratique de 1977. C'est pourquoi la crise s'aggrave, l'hyperinflation n'est pas combattue de manière efficace et c'est aussi la raison pour laquelle des voix autoritaires recommencent à se faire entendre.

Les militaires n'ont aucun projet pour le Brésil. Ils ne peuvent assumer le rôle de "sauveurs" comme ils l'ont fait en 1964. Malgré toutes les difficultés, la culture démocratique a progressé au Brésil. Comme le fait remarquer José Alvaro Moisés (1993, p. 32) "Les constatations empiriques confirment l'existence au Brésil d'un "réservoir" préliminaire de légitimité démocratique. Malgré un malaise intense croissant parmi les citoyens quant au fonctionnement quotidien de la politique, l'adhésion aux principes normatifs de la démocratie demeure dans différents segments de l'opinion publique". Mais la démocratie est loin d'être consolidée. Il y a au Brésil une démocratie limitée, avec des demi citoyens, ou les gouvernements manquent de légitimité et sont régulièrement confrontés à une crise de pouvoir. Alors que les différences sociales ne sont pas atténuées, que la société ne devient pas moins hétérogène, seule une coalition politique centrée sur le développement peut être en mesure de renforcer la démocratie.

La société essaye alors de recréer un pacte politique ample. Un rapprochement entre les milieux d'affaires et les travailleurs est en train de se faire à différents niveaux. Du

côté des entreprises, la Fédération des industries de l'État de São Paulo (FIESP) est plus encline au dialogue. De nouvelles organisations, comme le Plano Nacional de Bases Empresariais (PNBE), un groupe de jeunes hommes d'affaires, se battent avec vigueur pour la formation d'une nouvelle coalition politique. Du côté des travailleurs, les syndicats, dont la Central Unica dos Trabalhadores (CUT) elle-même, adoptent une attitude moins radicale et commencent à se montrer ouverts à la négociation. Du côté des bureaucrates et des intellectuels, on tente de se regrouper autour de partis proches du centre, tels que le Partido da Social Democracia Brasileira (PSDB), ou de faire évoluer le Parti dos Trabalhadores (PT) vers des positions politiques plus proches de la social-démocratie. Les travailleurs et la gauche s'interrogent maintenant sur le populisme, l'étatisme et le nationalisme, critiqués par le PSDB depuis sa création. Collor, avec sa proposition d'une "social-libéralisme" inspirée par José Guilherme Merquior, essaye de définir un terrain d'entente entre le centre-droit libéral et le centre-gauche social-démocrate.

Cependant, aucun de ces efforts eu vue de définir un nouveau pacte politique ne remporte de succès. Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, les sentiments "nationaux-développementistes" et populistes restent forts, bien qu'ils soient en net recul. Des composantes importantes de la classe ouvrière et de la classe moyenne de bureaucrates sont attachées à une vision archaïque du développement et refusent ou trouvent difficile de se lancer dans un pacte de modernisation. Comme le dit Lourdes Sola (1993, p. 158): "Aussi importants que l'impact social ou politique des réformes économiques sont les ajustements intellectuels que doivent effectuer les élites économiques et politiques du gouvernement, là où l'État doit être reconstruit sur de nouvelles bases".

Ensuite, les gens craignent qu'un pacte moderne ne tienne pas compte des intérêts nationaux du Brésil. Des intellectuels de premier plan, comme Celso Furtado qui, après Prebisch, est le plus important économiste brésilien à définir l'interprétation latino-américaine du "national-développementisme", expriment ce point de vue de manière impérieuse. Réagissant à l'internationalisation excessive qui accompagne souvent les réformes modernes centrées sur le marché, Furtado fait remarquer que les pays développés, par l'intermédiaire de l'endettement et des taux d'intérêt élevés, réalisent des transferts de revenus à leur profit et entraînent la désorganisation de l'État dans les pays en développement. III ajoute: "La prédominance de la logique de l'entreprise multinationale dans l'organisation des activités économiques conduira nécessairement à l'aggravation des tensions interrégionales, à l'exacerbation des rivalités corporatistes et à la formation de poches de pauvreté qui rendront impossible un projet national dans le pays" (1992, p. 35).

Enfin, l'administration d'État, dont le rôle dans tout nouveau pacte politique est crucial, perd de l'influence et est mise sur la défensive au cours des quinze dernières années en étant accusée d'autoritarisme par les démocrates et d'étatisme par les néolibéraux. Comme l'affirme Luciano Martins (1993, p. 12), "l'institution qui a toujours "pensé" le développement du pays, sous un régime autoritaire ou démocratique, est l'État. Que ce soit par l'intermédiaire de la haute fonction publique, ou des intellectuelles qui participent en quelque sorte à l'État. Ou, aujourd'hui, cet élément n'est plus aussi présent que dans les précédentes stratégies développementistes".

Institutions ou coalitions de classes?

Selon Aspasia Camargo, “la crise brésilienne est en grande partie le résultat de fardeau que nous portons encore du fait de notre passé archaïque... Ce fardeau se définit par la “dette sociale” qui provient des traditions culturelles d’une société d’esclavage, fondées sur le mépris de travail productif et les rigidités hiérarchiques des relations sociales” (1990, p. 51-52). La “dette sociale” est une autre façon, bien établie au Brésil, d’exprimer l’extrême concentration des revenus qui prévaut dans le pays.

S’il existe un consensus au Brésil sur les caractéristiques fondamentales de la société, c’est que le pays possède une société duale, extrêmement hétérogène. Sergio Abranches souligne que “le dilemme institutionnel brésilien se définit par le besoin de trouver un système d’institutions capable de rassembler et de traiter les pressions provoquées par une structure sociale principalement hétérogène” (1990, p. 174). Ces institutions sont, théoriquement, l’État et les partis politiques. Dans le même ordre d’idées, une littérature abondante est apparue récemment (O’Donnell, 1970, Malloy, 1991, Torre, 1991) attribuant à la faiblesse des institutions, ou particulier aux partis politiques, la consolidation insuffisante de la démocratie en Amérique latine, Malloy affirme que le problème de la direction de pays a deux facettes: la première est l’édification constitutionnelle, c’est-à-dire la construction des institutions, et la seconde est la nécessité stratégique et tactique de créer des coalitions électorales et gouvernementales. Cependant, son argument central est qu’en Bolivie, au Pérou et en Equateur, “les partis politiques n’ont pas été un facteur central dans le processus de formation de coalitions, et que ce fait a affaibli la capacité de ces États à maintenir des régimes de type démocratique à long terme” (1991, p. 7). Ainsi, une institution particulière, les partis politiques, aurait un rôle stratégique dans la consolidation de la démocratie, Ducatenzeiler et Oxhorn (1992, p. 10) vont plus loin dans cette façon de distinguer les institutions comme étant les facteurs stratégiques du renforcement de la démocratie: “La faiblesse actuelle et passée de la démocratie politique en Amérique latine est en grande partie l’effet du sous-développement de la société civile et des distorsions provoquées par l’absence d’institutions fortes qui peuvent servir de médiateurs et de régulateurs dans les luttes de pouvoir entre des intérêts opposés.”

Cependant, dire que le renforcement de la démocratie dépend de l’existence d’institutions politiques fortes dans une société civile organisée est aussi vrai qu’évident. En affirmant cela, ce texte se situe dans le domaine des définitions et non dans celui des relations de cause à effet. Une démocratie solide est un système politique où la société civile et les institutions sont fortes, où les partis politiques sont représentatifs, où les systèmes constitutionnel et législatif, ainsi que toutes les autres institutions de l’État sont bien organisés. Lorsque la démocratie n’est pas consolidée, les institutions sont par définition faibles et inefficaces. Les pays en développement, où l’État est faible, où la démocratie n’est jamais pleinement consolidée, ont nécessairement des institutions faibles.

Le problème est de savoir pourquoi les institutions, y compris les partis politiques, sont faibles et pourquoi la démocratie n’est pas consolidée dans les pays en développement, particulièrement au Brésil. Sans doute, la raison principale réside dans le

caractère extrêmement hétérogène et dual des sociétés des pays en développement. C'est notamment manifeste au Brésil. Compte tenu de l'extrême hétérogénéité de la société brésilienne, les partis politiques et l'État manquent de légitimité politique. Une des principales questions actuellement étudiées au Brésil est de savoir comment concevoir des institutions politiques plus adaptées. La principale réforme, l'adoption du système parlementaire, a été mise en échec par le référendum d'avril 1993. Mais les projets de réformes politiques sont nombreux. Ils comprennent: un système électoral mixte, à l'allemande, à moitié proportionnel, à moitié fondé sur les districts; la correction des disproportions dans la représentation des États fédérés à la Chambre des représentants; la limitation du nombre des partis politiques; l'obligation de fidélité à son parti ; et, en ce qui concerne la redéfinition du système fédéral, la limitation du rôle du gouvernement central dans les dépenses locales.

Tous ces changements institutionnels sont nécessaires. Ils sont étayés par des arguments rationnels solides. Leur motivation profonde est cependant de réduire le grave manque de légitimité de l'élite au pouvoir. Ils ont pour objectif d'élargir la représentativité des hommes politiques brésiliens. Néanmoins, certains ne seront pas mis en œuvre. De plus, ils ne constituent évidemment pas une panacée et ne résoudront pas le problème de légitimité du gouvernement brésilien ni ne renforceront la démocratie au Brésil, la cause principale des problèmes dont souffre le pays n'étant pas institutionnelle mais sociale.¹¹

La solution de court terme à ce manque de légitimité n'est pas d'élaborer des institutions, bien que cela aide indéniablement, mais d'être en mesure de créer une coalition politique axée sur le développement. La crise budgétaire qui paralyse l'État et la nécessité de mettre en œuvre des ajustements budgétaires et des réformes visant à développer le marché, qui auront d'importantes conséquences idéologiques et en matière de répartition, font de toute évidence obstacle à une telle coalition. Les ouvriers résisteront plus fortement à la libéralisation que les industriels et les commerçants et les banquiers. Les capitalistes résisteront plus à une augmentation des impôts et à un système progressif d'imposition que la classe moyenne et celle-ci s'y opposeront plus que la classe ouvrière. Mais, l'ajustement budgétaire et les réformes axées sur le marché étant nécessaires, en l'absence de toute autre solution, les politiques populistes n'ayant pas leur place dans une situation de crise budgétaire, tôt ou tard les réformes seront adoptées. Si, dans le même temps, apparaît une coalition politique axée sur le développement, si la société parvient à un accord politique, la légitimité politique qui en découlera constituera une sorte de raccourci vers la reprise du développement économique et vers une certaine progression dans le renforcement de la démocratie. Si, dans une période de crise de l'État, le principal problème est de construire la capacité à

11 Herbert (Betinho) de Souza, coordinateur national de l'action citoyenne contre la misère et pour la vie, un programme social à l'initiative de gouvernement, exprime de manière frappante le fossé qui existe entre les institutions nationales, en particulier les partis politiques, et le peuple brésilien "Les partis politiques vivent autour du pouvoir de l'État. Ils jouent à un jeu bien connu: ils veulent remporter le pouvoir et pour cela ils représentent des projets de la classe dominante. Ils pensent que le pouvoir est dans l'État et non dans la société. Ils n'ont d'yeux que pour le Blanc ayant au emploi, une voiture, riche, sophistiqué, socialement bien intégrée dans les circuits officiels du marché" (1993, p. 3).

gouverner, Juan Carlos Torre (1990, p. 3) souligne que “La réponse la plus répandue à cette question a été de proposer des stratégies de coopération entre les acteurs politiques et sociaux.... C’est pactes ou accords politiques engendrent la capacité à gouverner, car ils conduisent à un moyen concerté de sélectionner et de réduire les exigences politiques, de manière à les rendre compatibles avec le cycle politique et économique”.

Le problème fondamental est de combler ou de réduire le fossé entre la coalition électorale, qui élit le gouvernement, et la coalition qui est au pouvoir ou qui soutient le gouvernement. Car dans une société radicalement hétérogène comme le Brésil, elles sont très éloignées l’une de l’autre. Au Brésil, aujourd’hui, la crise de l’État est la cause immédiate des problèmes de capacité à gouverner le pays et le caractère dual de la société brésilienne en est la cause indirecte. Lourdes Sola (1991) souligne le fait que l’application de réformes économiques et le renforcement de la démocratie dépendent de la capacité des acteurs politiques à former une “coalition au pouvoir cohérente”, fondée sur des réformes économiques cohérentes (et efficaces) et sur l’existence d’un régime constitutionnel démocratique. La formation d’une coalition gouvernementale serait grandement facilitée si des composantes significatives de la société étaient en mesure de définir un projet de développement qui comprenne un ajustement budgétaire et des réformes axées sur le marché.

La citoyenneté contredite

Les problèmes politiques du Brésil sont essentiellement dus à l’hétérogénéité de sa société. Il est bien connu que le Brésil est un des pays ayant la plus forte concentration des revenus. Parmi un échantillon de 56 pays comprenant l’Ouganda, les Philippines et la Guatemala, le Brésil est le plus mal placé en termes de concentration des revenus. Même des pays comme le Pérou, dont les revenus étaient auparavant plus concentrés, enregistrent maintenant une amélioration dans ce domaine. Le ratio du revenu du premier quintile sur le revenu du cinquième quintile, qui est d’environ 6 dans les pays développés et de 7 dans les pays asiatiques à revenu moyen, est de 24 au Brésil. Les 50% les plus pauvres disposent de 12% du revenu, tandis que les 10% les plus riches de la population gagnent 48% du revenu. En 1990, 50% des travailleurs ont un salaire allant jusqu’à deux salaires minimum; en 1993, le salaire minimum s’élève à 60 dollars. Le salaire mensuel des enseignants des écoles publiques de l’État le plus riche du Brésil, São Paulo, n’est que de 200 dollars.

Les conditions sociales se sont améliorées au Brésil, mais lentement. De 1960 à 1990, le taux d’analphabétisme passe de 39% à 20%, l’espérance de vie au jour de la naissance passe de 52 ans à 62 ans, la mortalité infantile (avant un an) de 118 à 85%. Ces chiffres demeurent cependant extrêmement insatisfaisants. Les pays développés ont un taux d’analphabétisme d’environ 2%, l’espérance de vie y est d’environ 75 ans, le taux de mortalité infantile de 9%.

Ces détériorations sont la conséquence à la fois du faible niveau de productivité ou de revenu par habitant au Brésil et de la concentration du revenu. Jusqu’en 1980, les taux de croissance et de productivité progressent. Entre 1960 et 1980, le revenu par habitant augmente de 120%. Mais, entre 1980 et 1992, il stagne et, en fait, recule même de 8%.

Quant au degré de concentration du revenu, il ne fait qu'augmenter, soulignant l'effet pervers ou les distorsions du précédent processus de modernisation. En 1960, le revenu moyen du dixième décile est 34 fois moins élevé que celui du premier décile; ou 1990, il est 60 fois moins élevé. Au cours de cette période, alors que les neuvième et dixième déciles voient leur revenu augmenter en moyenne de 2,9 et 3,1% par an, le revenu du premier et du deuxième déciles enregistre une augmentation moyenne annuelle de 1,3 et 1,7%, et celui des troisième, quatrième et cinquième déciles une hausse de 1,1% seulement.¹²

Selon Romão (1991), la proportion de pauvres dans la population, qui est d'environ 40% en 1960 et 1970, tombe à 24,4% en 1980. Néanmoins, avec la crise économique des années 1980, elle augmente, un membre croissant de familles passant alors sous le seuil de pauvreté. En 1988, cette proportion retrouve son niveau de 1970 (39,3%). Ces cinq dernières années, cette situation s'est probablement encore détériorée, compte tenu de la récession et de la concentration croissante du revenu, au profit en particulier des milieux financiers que l'inflation élevée épargne. Par ailleurs, la pauvreté est extrêmement inégale selon les régions. Selon Sônia Rocha (1991), alors qu'en 1989, dans les régions urbaines du Nordeste, elle touche environ 40% de la population, atteignant 47,2% à Recife, elle affecte 20,9% de la population à São Paulo et 13,5% à Curitiba. Selon Juarez Brandão Lopes (1993), près de 40% de la population urbaine, soit 41 millions de personnes, vivent au-dessous du seuil de pauvreté. La pauvreté est plus présente chez les enfants et les non-Blancs, Elle se caractérise par un faible revenu, des équipements de santé publique absents ou précaires, le logement dans les favelas et les bidonvilles, l'analphabétisme, un grand nombre d'enfants par famille (trois à quatre fois plus que dans les familles non pauvres), l'absence de livres, de téléphone, de poste de télévision.¹³

Or, cette immense masse de pauvres, qui représente 40% de la population urbaine et 45% de la population rurale, vote. Dans cette société intrinsèquement duale, ce sont des citoyens. Ils ont conquis le droit de vote, mais ont une immense difficulté à en faire bon usage pour la protection de leurs propres intérêts. Ils sont objectivement, en vertu de la loi, des citoyens, bien que subjectivement, membre d'entre eux ne le sont pas, car ils ne connaissent pas leurs droits politiques et ont peu ou n'ont pas la capacité de les affirmer et de participer à la vie politique. Sur une population de 150 millions d'habitants, il y a 85 millions d'électeurs. Mais sans doute moins de la moitié de ces 85 millions de personnes sont réellement des citoyens. Ce droit à la citoyenneté a été une conquête de la démocratie et est un avertissement clair aux conservateurs indiquant que ce ghetto social n'est pas compatible avec la modernisation. Mais allié à la dualité radicale de la société brésilienne, ce droit de vote aboutit à une remise en cause de la notion de citoyenneté, il est à court terme une source d'illégitimité pour tout type de gouvernement et est à l'origine de convictions autoritaires, qui, bien que contenues, sont encore vivantes.

12 Les sources dont ont été tirés ces chiffres sont IBGE et la Banque mondiale.

13 Le seuil de pauvreté dans ces études, exprime en termes de revenu mensuel en dollars, varie en fonction du coût de la vie dans chaque région ou ville. Le seuil de pauvreté est de 54 dollars dans le Nord et le Centre Ouest urbanisés, de 35 dollars dans le Nord-est urbanisé, de 48 dollars dans le Sud-est urbanisé et de 39 dollars dans le Sud urbanisé.

Ce dualisme social crée de terribles problèmes politiques. Tout d'abord, il facilite l'exploitation, la continuation de la concentration extrême du revenu. Ensuite, il sanctionne le conservatisme et l'autoritarisme traditionnels des élites brésiliennes. Par ailleurs, il favorise les politiques populistes, en particulier pendant les campagnes électorales. En outre, il prive les élites de légitimité politique, empêchant la formation d'un large pacte démocratique et populaire qui rendrait le pays plus facilement gouvernable. Comme l'a dit Francisco Weffort, ce "système dual, plutôt qu'un système d'exclusion, est un système de domination" (1992, p. 25). Mais, de surcroît, un système de domination qui fonctionne de plus en plus mal car il s'est trouvé pris dans une contradiction fondamentale: les dominés sont ou ont le droit d'être des citoyens.

Les cercles vicieux

Il est devenu courant de dire au Brésil que "la cause de la crise brésilienne est politique" et que la solution est "politique". Il y a une part de vérité dans un tel lieu commun. Ce dernier reflète la contradiction qui vivent quotidiennement les politiciens brésiliens. Ceux-ci sont supposés défendre des politiques sensées et rationnelles, qui puissent résoudre la crise budgétaire de l'État et réformer ce dernier; mais ils sont élus par une masse d'électeurs incapables de guider leur action dans cette direction. En conséquence, ils deviennent souvent les otages de groupes d'hommes d'affaires, de bureaucrates et de dirigeants syndicalistes qui possèdent un groupe de pression au Congrès. Si les électeurs étaient bien informés, si le niveau de la culture et de l'éducation politiques était différent, équivalent à celui des démocraties solides, le Congrès, l'exécutif et le pouvoir judiciaire pourraient fonctionner plus efficacement. Le populisme et la défense d'intérêts particuliers auraient moins de place. La démocratie serait "déléguée" (O'Donnell, 1990) ou "régulatrice" (Weffort, 1989, 1992).

Tout ceci est évident. Mais dire que la principale cause de la crise brésilienne est "politique" ou bien ne veut rien dire car c'est une affirmation trop générale, ou bien fait entrer dans un cercle vicieux politique insurmontable: dans cette situation, le développement démocratique, économique et politique est impossible. De plus, cette affirmation reflète le penchant technocratique consistant à trop attendre de l'État ou la conviction autoritaire selon laquelle seul un prince éclairé peut résoudre les problèmes du Brésil.

En réalité, si cette explication "politique" était vraie, le développement économique et politique aurait été impossible dans un contexte de démocratie au Brésil. Les périodes au cours desquelles le Brésil s'est développé alors qu'un régime démocratique était en place n'auraient pas existé. Cet article n'étudie pas cette question. Dans les pays où l'accumulation primitive du capital n'est vis encore réalisée et où un système capitaliste n'est pas encore solidement établi, la démocratie est un régime politique très improbable. Mais une fois ces conditions remplies, une fois que le taux d'investissement est suffisamment élevé et qu'une importante classe de capitalistes est bien installée, que

cette bourgeoisie est en mesure de recueillir le surplus économique par l'intermédiaire des mécanismes du marché au lieu d'avoir recours à la force (comme le font les classes dominantes précapitalistes et mercantilistes), la démocratie est viable. Viable et de loin le meilleur régime politique. Le Brésil a déjà atteint ce niveau.

Lorsqu'il y a crise économique, où doit chercher les nouveaux faits historiques qui en sont l'origine. Depuis 1987, la cause fondamentale de la crise brésilienne est la crise de l'État.¹⁴ En réalité, dette hypothèse fait partie de ce que l'on peut appeler "le cercle vicieux économique" de la crise brésilienne. Parallèlement, existe aussi le "cercle vicieux social". Ils apportent tous deux une explication de la crise et la clé des réformes qui pourront la résoudre.

Le cercle vicieux économique peut être décrit à partir de l'épuisement de la stratégie de substitution aux importations, la crise de la dette et l'adoption de politiques populistes qui ont conduit à une crise budgétaire de l'État. La crise budgétaire engendre une forte inflation qui impose des taux d'intérêt élevés, ce qui entraîne une diminution du taux d'investissement, conduisant à un ralentissement puis à une stagnation de l'activité économique et donc à une diminution des recettes fiscales, diminuant ainsi encore l'épargne de l'État et augmentant le déficit et la dette publics, ce qui, pour fermer le cercle, aggrave la crise budgétaire de l'État.

On peut décrire le cercle vicieux social en partant de la notion de citoyenneté contredite, c'est-à-dire de l'existence d'une société radicalement hétérogène, avec un taux élevé de pauvreté et d'analphabétisme, mais où un changement structurel s'est opéré ces cinquante dernières années. Ce nouveau fait historique est la très forte augmentation du nombre de ceux ayant accédé à la citoyenneté officielle, l'accession au droit de vote de millions de personnes. De cette notion de citoyenneté contredite découle un manque intrinsèque de légitimité des élites, qui est à l'origine de la difficulté à créer un pacte politique, ce qui aggrave encore la crise de légitimité du gouvernement. La crise de pouvoir qui en résulte, qui est aussi la conséquence de la crise budgétaire, paralyse l'État qui est contraint d'agir en faveur d'intérêts privés, corporatistes et régionalistes au lieu de promouvoir la croissance économique et la répartition du revenu. C'est ainsi que la modernisation se trouve entravée, le dualisme social et la notion de citoyenneté contredite demeurent. Le cercle vicieux est fermé.

Ces cercles vicieux ne sont pas invincibles. Il est possible de trouver dans chacun d'eux un "maillon" plus fragile que les autres. En brisant ce maillon, on brise tout le cercle. Dans le cercle vicieux économique, ce "maillon faible", aussi solide qu'il puisse paraître, est l'inflation. En ce qui concerne la notion de citoyenneté contredite ou le cercle vicieux politique, le maillon le plus faible est la réalisation d'un pacte politique axé sur le développement.

A moyen terme, il ne fait aucun doute que l'extension de l'enseignement à tous demeure la solution de base de cette contradiction. L'enseignement est directement nécessaire au développement économique, à la répartition du revenu et à la culture politique. Mais l'enseignement lui-même se trouve limité par l'hétérogénéité sociale. Comme le fait remarquer José Márcio Camargo, l'échec de l'enseignement au Brésil est

14 Cf. Bresser-Pereira (1987, 1990, 1993a).

moins dû à un échec du système éducatif qu'à l'extrême pauvreté. Le taux élevé d'échecs et d'abandons dans les écoles primaires peut avoir des causes pédagogiques directes, mais sa raison principale est les enfants doivent travailler très tôt. En 1988, 30% des enfants âgés 0 à 14 ans issus de familles ayant un revenu par tête inférieur à un quel du salaire minimum travaillent. Plus de 50% de ces enfants travaillent plus de 40 heures par semaine, contribuant réellement au revenu de la famille.¹⁵ Le seul moyen de transformer la citoyenneté officielle en véritable citoyenneté est l'éducation et le développement économique accompagnés d'améliorations dans les institutions. Cependant, dans le court terme, un projet de développement partagé par une partie significative de la société pourrait constituer un raccourci.

Le possible pacte politique

Il n'est de toute évidence pas facile de maîtriser l'inflation, mais cela est plus facile que de résoudre les autres problèmes du cercle vicieux économique. De même qu'il est moins difficile de définir un pacte politique entre les capitalistes, les bureaucrates et les travailleurs au Brésil que de résoudre directement le problème de la citoyenneté contredite. La solution immédiate à la crise de légitimité qui accompagne le cercle vicieux politique ou la citoyenneté contredite est un pacte politique. Ce pacte politique devrait inclure les élites politiques qui représentent les trois principales classes existant actuellement au Brésil: la classe capitaliste, la classe ouvrière, et entre les deux, la classe bureaucratique ou technobureaucratique.

Cet article ne parle pas d'un accord social qui réunirait des dirigeants du patronal et des syndicats avec la médiation du gouvernement. Un tel accord social est probablement nécessaire pour stabiliser l'économie, mais il constitue un type d'arrangement plus particulier et à plus court terme qu'un pacte politique. Par pacte politique, il faut entendre un accord beaucoup plus lâche et informel où les représentants politiques auraient un rôle crucial. Un pacte politique tel qu'il en a existé auparavant, comme le pacte populiste entre 1930 et 1960, le pacte autoritaire capitaliste-bureaucratique de 1964 à 1977 et le pacte populiste-démocratique entre 1977 et 1987. Un pacte politique qui aurait comme objectif le développement ou, plus largement, la modernisation.

Ce pacte politique peut être appelé "pacte de modernisation". S'il est constitué, son noyau sera probablement un mélange de social-démocratie européenne et de stratégie économique pragmatique extrême-orientale, dans laquelle un État financièrement rétabli jouera un rôle complémentaire de celui du marché dans la coordination de l'économie et se chargera de promouvoir l'aide social.

Le premier obstacle à une coalition de classes est le fait qu'un pacte politique axé sur le développement ne peut se définir pleinement que lorsque le développement économique est déjà engagé. Il s'agit là du problème classique de la poule et de l'oeuf. Mais on peut percevoir des signes indiquant qu'une nouvelle période exemplaire pour

15 Ce problème pourrait être résolu ou contourné par un "programme social de revenu minimum" fondé sur l'idée d'un impôt négatif sur le revenu, comme le sénateur Eduardo Matarazzo Suplicy l'a proposé au Congrès (cf. Suplicy et Cury, 1993). L'efficacité de telles propositions reste cependant limitée tant que le problème de la crise budgétaire n'est pas été abordé.

l'interprétation de la situation en Amérique latine - l'approche de la crise de l'État¹⁶ - se dessine, car il semble que la crise des années 1980 s'estompe et que le développement économique reprenne progressivement, timidement.

Mais s'il y a des obstacles, certains facteurs positifs agissent néanmoins en faveur d'un pacte politique. La société brésilienne a subi des transformations profondes des trente dernières années. Comme le remarque Wanderley Guilherme dos Santos (1985), les quatre principaux acteurs de la société brésilienne (les entrepreneurs, les ouvriers, les ouvriers agricoles et la très complexe classe moyenne) sont aujourd'hui très différents de ce qu'ils étaient en 1964. Les entrepreneurs sont maintenant représentés par une myriade d'associations parallèles au système officiel d'organisation des entreprises. Il en est de même des ouvriers. Un vaste processus de syndicalisation s'est opéré parmi les ouvriers agricoles. La classe moyenne, ou plutôt la classe moyenne bureaucratique ou salariée (la classe moyenne capitaliste ou traditionnelle correspondant à la strate inférieure de la classe capitaliste), a augmenté, s'est prolétarisée et de plus en plus syndicalisée. Dans une étude récente, Wanderley Guilherme dos Santos (1993) met en lumière l'augmentation spectaculaire du nombre d'associations au Brésil. Cette extrême fragmentation est une des raisons principales du désordre, car elle rend difficile et complexe la représentation politique mais révèle également la vitalité de la société civile.

La classe capitaliste, en tant que classe dominante, est prête à participer à un nouveau pacte politique. Elle ne craint pas le communisme ou la subversion. Par ailleurs, l'expérience récente, depuis la transition vers la démocratie en 1985, a démontré qu'elle n'avait aucune chance de diriger politiquement le pays à elle seule. Soit elle participera à une coalition politique où elle aura un rôle de premier plan mais néanmoins limité, soit elle ne dirigera pas. Dans un contexte de vide politique, seuls prévaudront les lobbies, les particularismes, les corporatismes de toutes sortes, comme c'est le cas aujourd'hui. Cependant, comme Diniz et Boschi (1992) l'ont vérifié dans une enquête réalisée en 1991, les industriels sont pessimistes en ce qui concerne la possibilité de former un pacte politique, compte tenu de la faiblesse du gouvernement et de l'opposition des ouvriers, et semblent déconcertés quant au contenu d'un tel pacte. Ils adoptent une rhétorique néolibérale mais expriment une résistance naturelle à certaines réformes axées sur le développement du marché, notamment la libéralisation du commerce.

La classe ouvrière est aujourd'hui mieux préparée qu'auparavant à participer à un pacte politique. Elle peut maintenant compter sur un parti politique, le PT, sur trois centrales syndicales, la CUT, la Força sindical et la Confederação geral dos trabalhadores (CGT) et sur un nombre très important d'associations. D'un autre côté, elle est devenue plus réaliste ou moins exigeante qu'immédiatement après la transition démocratique. Au cours des premières années qui ont suivi la prise de fonction du nouveau régime démocratique, les représentants de la classe ouvrière se sentent créanciers d'une énorme dette sociale, liée à des "pertes de salaire" réelles ou supposées. Ils pensent que la satisfaction de leurs exigences ne dépend que de l'organisation politique et de celle des travailleurs. Huit années plus tard, alors que l'inflation n'est pas maîtrisée et que la croissance n'a pas repris, ils ont perdu cette illusion. Ils continuent à juste titre à protester

16 Cette approche vise à définir les causes de la crise et à déterminer les réformes nécessaires pour la surmonter.

contre les bas salaires et la pauvreté, mais ils savent que la crise économique est plus grave qu'ils ne le pensaient et que des augmentations de salaires et la répartition du revenu ne seront possibles que si l'économie est stabilisée et si la croissance reprend. En revanche, par l'intermédiaire des centrales syndicales, ils ont accru leur capacité à débattre des problèmes nationaux. Avant les années 1980, ils ne sont capables que de négocier les salaires. Ils n'ont pas ou peu la possibilité de discuter de l'inflation, de la stabilisation, de l'ajustement budgétaire et des stratégies de développement. Au cours des quinze dernières années, cette situation évolue de manière positive. Alors que, en 1985-1986, ils ne sont pratiquement pas disposés à participer à des accords politiques, ils sont aujourd'hui plus enclins à le faire. L'apparition d'un "syndicalisme de résultats" au sein de Força sindical est un exemple de cette situation. Les changements apparus dans la CUT et le PT sont également importants.

Le problème de la bureaucratie ou classe moyenne salariée est plus complexe. Premièrement, parce que beaucoup, y compris les intellectuels et les politiciens, s'obstinent à ne pas tenir compte de l'existence de cette classe (cf. Bresser-Pereira 1977, 1978, 1981). Deuxièmement, parce que cette classe naissante, qui s'efforce habituellement de se déguiser ou de nier sa propre existence, se met à adopter encore plus activement cette stratégie depuis le milieu des années 1970, lorsqu'une de ses composantes, la haute fonction publique, se trouve en butte aux attaques des forces politiques démocratiques qui luttent contre le régime autoritaire. Troisièmement, parce que la crise de l'État signifie, pour la bureaucratie, une plus grande instabilité, la désorganisation, des pertes de salaire et de prestige. Ainsi, subissant des attaques politiques, et démantelée par la crise de l'appareil de l'État, l'administration publique a aujourd'hui des difficultés à participer à une nouvelle coalition politique.

Ce dernier fait implique une contradiction néolibérale comparable à la contradiction populiste classique. Pour stimuler la croissance, les populistes appellent à une intervention importante de l'État, mais affaiblissent celui-ci en accordant leur soutien à des déficits budgétaires chroniques, tandis que les néolibéraux, pour parvenir à la stabilisation et à une allocation efficace des ressources, luttent contre la bureaucratie d'État, alors que seule une administration forte peut réaliser un ajustement budgétaire interne à l'État et promouvoir les réformes nécessaires axées sur le développement du marché, qui sont pour l'essentiel des réformes de l'État.¹⁷

La classe moyenne bureaucratique est une classe importante et complexe. Alors que la bourgeoisie ou la classe capitaliste se définit par la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire par le capital, la classe moyenne bureaucratique se définit par la propriété collective ou le contrôle des organisations bureaucratiques, qu'elles soient privées ou publiques. Alors que les capitalistes font des profits, la classe moyenne bureaucratique ou "nouvelle" perçoit des traitements et les ouvriers des salaires. Cette classe s'est développée au cours des cent dernières années, principalement en tant qu'associée de la classe capitaliste. A une certaine période, en URSS et dans les pays

17 Sur le "paradoxe néolibéral" cf. Haggard et Kaufman (1991) et Sola (1993).

communistes, elle a tenté de lutter contre la bourgeoisie et de la remplacer, mais a échoué. Au Brésil, elle est maintenant sur la défensive, non seulement du fait de sa compromission avec le régime autoritaire, mais aussi parce que la crise de l'État et la vague néo-conservatrice ont été des facteurs puissants de son affaiblissement.

Cependant, on sait que dans le capitalisme contemporain, tourné vers le marché mais bureaucratique, il est impossible d'avoir une coalition de classes efficace sans la participation de la classe moyenne bureaucratique et en particulier de la haute fonction publique qui a un rôle déterminant dans le développement du Brésil entre 1930 et 1980.¹⁸ La bureaucratie d'État est supposée participer à un pacte politique dans le contexte d'un État financièrement rétabli, la bureaucratie publique, par l'intermédiaire des universités et de toutes les organisations à but non lucratif, la bureaucratie privée, à travers les grandes entreprises et les groupes de consultants.

Quel sera le contenu d'un tel pacte politique? Sans doute, il s'agira d'une sorte de synthèse ou de compromis entre les aspects non populistes des interprétations "national-développementistes" et les aspects non radicaux de la critique néolibérale. Il se fondera en premier lieu sur l'hypothèse selon laquelle la cause principale de la crise est la crise de l'État qui a paralysé ce dernier. Par conséquent la première tâche consiste à remettre l'État sur pied, à reconstituer les finances, le personnel et l'organisation de l'État. Pour cela, des réformes devront être mises en œuvre et ces réformes devront être (ou ont déjà été) des réformes axées sur le marché. La privatisation, la libéralisation, la déréglementation sont des réformes de l'État. Elles transforment son action. Leur raison d'être n'est pas seulement d'étendre la coordination de l'économie par le marché mais également de rétablir les finances de l'État et d'assurer la direction du pays. La deuxième tâche à accomplir sera de définir une stratégie de développement qui sera probablement un mélange de social-démocratie européenne, centrée sur la protection sociale et de pragmatisme extrême-oriental, axé sur une politique industrielle et technologique. Ce sera un pacte refusant tout nationalisme étroit, mais qui adoptera une politique internationale cohérente fondée sur l'intérêt national, intérêt qui sera défini au cas par cas.

Si la bureaucratie d'État retrouve une partie de son prestige et est en mesure de participer à un nouveau pacte politique, un problème apparaîtra immédiatement: cette technocratie sera-t-elle capable d'adopter avec pragmatisme un mélange d'approches social-démocrate et extrême-orientale des problèmes économiques? Dans le passé, elle en était en partie capable. La technobureaucratie orientale, quant à elle, a de toute évidence été apte à le faire. Mais la technocratie latino-américaine et notamment brésilienne, en particulier les économistes titulaires de doctorats américains, a été profondément influencée par les idées néo-conservatrices qui dominent les universités américaines. Ainsi, comme l'affirme James Malloy (1991, p. 27), "nous pourrions voir apparaître un nouveau type de division à l'intérieur des coalitions néolibérales, entre, d'une part, les constructions théoriques sur le capitalisme de marché élaborées par des macro économistes technocrates et, d'autre part, les interprétations du capitalisme façonnées à travers une expérience concrète de l'entreprise et des différents secteurs de l'économie..."

18 Pour une analyse de la bureaucratie d'État brésilienne, cf. notamment Luciano Martins (1976, 1985), Sérgio Abranches (1978). Edson de Oliveira Nunes (1984) et Ben Ross Schneider (1991).

La contradiction centrale provient du fait que les technocrates attachés à un gouvernement fendent leurs programmes sur les résultats globaux (le PNB, etc.) attendus d'une logique économique basée sur le marché et non sur le sort de quelque entreprise ou groupe donné". Ce danger existe sans nul doute. En fait, la bureaucratie d'État est fortement marquée par le climat idéologique qui est principalement influencé par les idées dominantes de la bourgeoisie. Etant donné l'hégémonie idéologique de cette classe, si elle se tourne vers le néolibéralisme, les bureaucrates auront tendance à en faire autant. Une réaction contre le néolibéralisme se faisant déjà sentir dans le monde, y compris au Brésil, l'on peut s'attendre à ce que la haute bureaucratie d'État, qui est par essence idéologiquement flexible, soit un partenaire stratégique dans le nécessaire pacte politique axé sur le développement dont il a été ici question.

Conclusion

En résumé, le Brésil et l'Amérique latine sont confrontés dans les années 1980 à la pire crise économique de leur histoire. La cause fondamentale de ce phénomène ne réside pas dans une insuffisance chronique de la demande, mais dans la crise de l'État, un État qui joue un rôle de premier plan dans la stimulation de la croissance économique. Cette crise de l'État se définit par une crise budgétaire et par une crise de la méthode d'intervention: la stratégie des substitutions aux importations. Avec la crise, l'État se trouve paralysé. Au lieu d'être un outil pour le développement économique, il devient un obstacle.

La stagnation économique qui suit, marquée par une croissance négative du revenu par habitant, provoque l'arrêt du processus de modernisation. Un seul aspect de la modernité progresse, la démocratisation. Nombre de pays d'Amérique latine, y compris le Brésil, effectuent alors leur transition vers la démocratie. Cependant, les deux autres éléments d'une société moderne, la croissance économique et la répartition du revenu, sont absents. Et les jeunes démocraties souffrent d'un mal capital: le manque de légitimité de leurs gouvernements. Au Brésil, ce manque de légitimité provient du caractère radicalement hétérogène de la société. Dans une telle société duale, où 40 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, un contrat social dans l'esprit de Hobbes ne suffit pas à unir la société et à garantir la légitimité du gouvernement. Un pacte politique informel, axé sur le développement, est aussi nécessaire. Le Brésil connaît un pacte populiste, "national-développementiste" des années 1930 aux années 1950. Celui-ci est remplacé, entre 1964 et 1977, par un pacte capitaliste-bureaucratique, axé sur le développement et exclusif. De 1977 à 1987, existe un pacte populiste-démocratique. Enfin, depuis l'échec du plan Cruzado, un vide politique s'établit au Brésil.

Cependant, la croissance ayant redémarré en Amérique latine et devant reprendre prochainement au Brésil, une fois la stabilisation obtenue, la consolidation de la démocratie et le retour d'un développement économique soutenu dépendront de la définition d'un nouveau pacte politique informel, large et axé sur le développement: un

pacte de modernisation. Ce pacte, réunissant les classes capitaliste, bureaucratique et ouvrière, ainsi que les multinationales, correspondra à une interprétation à la fois social-démocrate européenne et pragmatique de type extrême-oriental des problèmes de l'Amérique latine, fondée sur le concept de crise de l'État. De la même manière, dans les années 1950, le pacte national-bourgeois correspond à une interprétation "national-développementiste" et dans les années 1970, le régime bureaucratique-capitaliste autoritaire, c'est-à-dire l'alliance entre les capitalistes locaux, la bureaucratie d'État ou les multinationales correspond à l'approche de la nouvelle dépendance. De nouveaux pactes et de nouvelles interprétations surgissent des crises, de la crise de la seconde guerre mondiale et de cette des années 1960. La crise des années 1980 sera elle aussi surmontée et engendrera sa propre interprétation des stratégies de développement.

Bibliographie

- Abranches, Sérgio H. (1978) *The Divided Leviathan: the State and Policy Formation in Authoritarian Brazil*. Ph. D. dissertation, Département de science politique, Cornell University.
- Abranches, Sérgio H. (1990) *O dilema político institucional brasileiro*, João Paulo dos Reis Velloso.
- Abranches, Sérgio H.. (1993) *Do possível ao desejável: lógicas de ação coletiva e modelos de desenvolvimento*. Texte présenté au V^e Forum national, São Paulo, 3-6 mai 1993.
- Barry, Norman P (1987) *The New Right*, London: Croom Helm.
- Bobbio, Norberto (1984) *The Future of Democracy*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 1987, première édition italienne.
- Bobbio, Norberto (1990) *Perfil ideológico del '90*. Milano: Graziati.
- Bosanquet, Nick (1983) *After the New Right*. London: Heinemann.
- Bovero, Michelangelo (1993) "Liberalismo, socialismo, democracia", *Revista da USP* n. 17, mars 1993.
- Bresser-Pereira, L. C. and Y. Nakano (1990) *Hyperinflation and Stabilization in Brazil the first Collor Plan*. Paul Davidson & Jan Kregel, eds. (1991), texte présenté à Knoxville, Tennessee, juin 1990.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos (1968) *Desenvolvimento e crise no Brasil*, Rio de Janeiro, Zahar.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos (1977) *Estado e subdesenvolvimento industrializado*, São Paulo: Brasiliense.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos (1978). *O colapso de uma aliança de classes*, São Paulo: Brasiliense.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos (1981) *A sociedade estatal e a tecnoburacracia*, São Paulo: Brasiliense.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos (1985) *Pactos políticos*, São Paulo: Brasiliense.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos (1987) "Changing Patterns of Financing Investment in Brazil", *Bulletin of Latin American Research* (université de Glasgow) 7 (2) 1987, également publié dans la *Revista de Economia Política* (7) 4, octobre 1987.
- Bresser-Pereira, Luiz Carlos (1992) "Economic Reforms and Economic Growth: Efficiency and Politics in Latin America", Chapitre 1 de Bresser-Pereira, L, C., A. Przeworski et J. Maraval (1993), *Economic Reforms in New Democracies*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Bresser-Pereira, Luiz. Carlos (1993) "The Failure to Stabilize", *Brazil: The Struggle for Modernization*, Institute of Latin American Studies of the University of London, London.

- Camargo, Aspásia (1990) *As duas faces de Janus: os paradoxos da modernidade incompleta*, João Paulo dos Reis Velloso ed. (1990).
- Camargo, J. M. et F. Giambiagi, eds. (1991) *Distribuição da renda no Brasil*, São Paulo: Paz e Terra.
- Camargo, José Marcio (1993) “Os miseráveis”, *Folha de São Paulo* 28 mars 1993.
- Diniz, E. et R. Boschi (1992), “Lideranças empresariais e problemas da estratégia liberal no Brasil”, *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 8 (23) octobre 1993, texte présenté au séminaire “Estratégias liberais de refundação”, Rio de Janeiro: IU/PERJ/CLACSO/ISA, août 1992.
- Dunleavy, P. et B. O’Leary (1987) *Theories of the State*, New York: The Meredith Press.
- Ducatenzeiler, G., P. Faucher et J. C. Rea (1992) “O retorno do populismo na América latina”, *Novos Estudos Cebrap* n. 34, novembre 1992.
- Furtado, Celso (1992) *Brasil a construção interrompida*, São Paulo: Paz e Terra.
- Giambiagi, Francisco (1991) “Impasse distributivo e paralisia fiscal”, *Políticas públicas*, n. 6, décembre 1991.
- Haggard, S. et R. Kaufman (1991) *The State in the initiation and consolidation of market oriented reform*, texte présenté au séminaire organisé par l’Université de São Paulo, juillet 1991; USP, document de travail de l’Instituto de Estudos avançados, publié en portugais par Sola, ed. (1993).
- Hirschman, Albert O. (1991) *The Rhetoric of Reaction*, Cambridge: Harvard University Press.
- Horowitz, Irving L. (1970) *Masses in Latin America*, New York: Oxford University Press.
- Jaguaribe, Hélio (1990) *O PSDB ante a presente situação do Brasil*, Rio de Janeiro: Instituto de estudos políticos e sociais, novembre 1990, mimeo.
- Levitas, Ruth (1986) *The Ideology of the New Right* Cambridge: Polity Press
- Lopes, Juarez Brandão (1993) “Brasil, 1989: um estudo socioeconômico da indigência e da pobreza urbanas”, Campinas, UNICAMP - Universidade estadual de Campinas, núcleo de estudos de políticas públicas, *Caderno de Pesquisa*, n. 25, juillet 1993.
- Malloy, James (1991) “Economic Policy-making and the Problem of Democratic Governance in the Central Andes”, texte présenté au séminaire organisé par l’université de São Paulo, juillet 1991; document de travail de l’Instituto de estudos avançados, publié en portugais, Sola, ed. (1993).
- Martins, Luciano (1976) *Pouvoir et développement économique*, Paris: Éditions Anthropos.
- Martins, Luciano (1985) *Estado capitalista e burocracia no Brasil pós-64*, Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Martins, Luciano (1993) *Projeto de desenvolvimento, sistema político e crise do estado-nação*. São Paulo, UNICAMP - Universidade Estadual de Campinas, mimeo, juillet 1993.
- Moisés, José Álvaro (1993) *Democratization, Mass Political Culture and Political Legitimacy in Brazil*, Madrid, Instituto Juan March de estudios e investigaciones, document de travail 1993/44, février 1993.
- Nunes, Edson de Oliveira (1984) *Bureaucratic Insulation and Clientelism in Contemporary Brazil: Uneven State Building and the Taming of Modernity*, Ph. D, dissertation, département de science politique, Université de Berkeley.
- O’Donnell, Guillermo (1990) *Delegative Democracy?*, São Paulo, Cebrap, mimeo, publié en portugais par *Novos Estudos Cebrap*.
- Rocha, Sônia (1991) “Pobreza metropolitana e os ciclos de curto prazo: um balanço dos anos 80”, IPEA, *Boletim de conjuntura*, n. 12, janvier 1991.
- Romão, Maurício Costa (1991) *Distribuição da renda, pobreza e desigualdades regionais no Brasil*, Camargo e Giambiagi, eds.
- Rosselli, Carlo (1924) “Socialismo Liberale”, in Piero Gobetti, ed., *Rivoluzione liberale*, Turin; également publié dans Carlo Rosselli, *Liberalismo Socialista e Socialismo Liberale*, Salerno: Edizione Galzerano.
- Santos, Wanderley Guilherme dos (1985) “A pós-revolução brasileira”, Hélio Jaguaribe et al., *Brasil, sociedade democrática*, Rio de Janeiro: José Olympio Editora.
- Santos, Wanderley Guilherme dos (1993) *As razões da desordem*, Rio de Janeiro: Editora Rocco.

- Schneider, William (1990) “Compreensão do neoliberalismo”, *Diálogo* 23 (1), 1990, resumé d’un texte publié dans la revue *The Atlantic*.
- Sola, Lourdes (1991) “Estado, transformação econômica e democratização no Brasil”, Lourdes Sola (1993), texte présenté au séminaire organisé par l’Université de São Paulo, juillet 1991.
- Sola, Lourdes (1993), “Estado, reformas estruturais e democratização no Brasil”, *Revista USP*, n. 17, mai 1993.
- Sola, Lourdes (1993) *Estudo, mercado, tecnocracia-política e economia comparadas*, São Paulo: Paz e Terra.
- Souza, Herbert (Betinho) (1993) “Partidos, sociedade e cidadania”, *Folha de São Paulo*, 26 octobre 1993.
- Suplicy, Eduardo Matarazzo et Samir Cury (1993) *The Guaranteed Minimum Income as a Proposal to Remove Poverty in Brazil*. Texte présenté à la Third Workshop on Post Keynesian Economics, University of Tennessee, juillet 1993, publié dans la *Revista de Economia Política* 13 (1), janvier 1994.
- Torre, Juan Carlos (1990) “El gobierno de la emergencia en la transición democrática: de Alfonsín a Menem”, Buenos Aires: Instituto di Tella, 1990, publié dans G. Urbani and R. Ricciu, eds. (1991), *Dalle armi alle urne: economia, società e politica nell’America Latina degli anni novanta*. Bologna: Il Mulino.
- Torre, Juan Carlos (1991) *América latina: o governo da democracia em tempos difíceis*, Lourdes Sola (1993), texte présenté au séminaire organisé par l’Université de São Paulo, juillet 1991.
- Touraine, Alain (1992) *Critique de la modernité*, Paris: Fayard.
- Velloso, João Paulo dos Reis (1990) *Um país sem projeto: a crise brasileira e a modernização da sociedade – primeiras idéias*, João Paulo dos Reis Velloso (1990).
- Velloso, João Paulo dos Reis (1990) *A crise brasileira e a modernização da sociedade*. Rio de Janeiro: José Olympio Editora.
- Weffort, Francisco (1989) “A construção da democracia e a crise da comunidade nacional”, Unesp Universidade Estadual de São Paulo, *O desenvolvimento ameaçado: perspectivas e soluções*. São Paulo: Editora Unesp, 1989.
- Weffort, Francisco (1992) *Qual Democracia?* São Paulo: Companhia das Letras.